



Strasbourg, 18 août 2009

Greco (2009) 14F

43^e Réunion Plénière du GRECO
(Strasbourg, 29 juin – 2 juillet 2009)

RAPPORT DE SYNTHÈSE

I. Ouverture de la réunion plénière

1. La 42^e réunion plénière du GRECO est présidée par M. Drago KOS (Président du GRECO, Slovaquie) du lundi au mercredi et par M. Marin MRČELA (Vice Président du GRECO, Croatie) le jeudi.
2. Le Président ouvre la réunion en souhaitant la bienvenue à tous les représentants, et notamment à ceux qui viennent d'être nommés. La liste des participants figure à l'Annexe I du présent rapport.

II. Adoption de l'ordre du jour

3. L'ordre du jour est adopté tel qu'il figure à l'Annexe II du présent rapport.

III. Informations fournies par le Président et le Secrétaire Exécutif

4. Le **Président** appelle l'attention des participants sur le texte de la communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil, en date du 10 juin 2009, sur « un espace de liberté, de sécurité et de justice au service des citoyens ». Il invite la plénière à lire le texte – qui évoque ce qui semble être une forme de suivi futur, par l'UE, de la lutte contre la corruption – pour préparer l'échange de vues qui aura lieu plus tard dans la semaine avec M. Jakub BORATYŃSKI, chef de l'unité F2 'Lutte contre la criminalité organisée' à la Direction générale Justice, Liberté et Sécurité de la Commission européenne.
5. Il présente ensuite les résultats et les discussions de la 49^{ème} réunion du Bureau (12 juin 2009) et demande aux participants de se reporter au rapport de la réunion (Greco (2009) 11F) :
 - le Directeur des Monitorings, Direction générale des droits de l'Homme et des affaires juridiques du Conseil de l'Europe et le Secrétaire Exécutif ont tenu une réunion informelle avec M. BORATYŃSKI et d'autres représentants de la Direction générale Justice, Liberté et Sécurité de la Commission européenne (Bruxelles, 26 mai) dans le cadre de laquelle ont été évoquées les modalités possibles de la participation de la Commission au GRECO, qui pourrait éventuellement prendre la forme d'un "statut participatif" octroyé à la Communauté européenne représentée par la Commission ;
 - le Bureau a décidé d'autoriser les membres du Secrétariat du Conseil de l'Europe chargés des programmes d'assistance à être présents lors de l'examen, par la plénière, des projets de rapports sur les pays relevant de leur compétence. Le Bureau pense que cette coopération sera mutuellement profitable ;
 - il a également été décidé, pour donner suite à l'échange de vues tenu avec M. François VINCKE – Président de la Commission anti-corruption de la Chambre de commerce internationale (ICC) – lors du GRECO 42, qu'il conviendrait d'organiser des échanges annuels avec les représentants de l'ICC.
6. Ces derniers mois, le Président s'est rendu à deux reprises en Ukraine où il a eu des entretiens avec le Président de la République et le premier ministre avant de rencontrer les représentants des principaux partis politiques, peu avant l'adoption d'un ensemble de trois lois contre la corruption (deux autres textes de loi étaient aussi en cours de préparation). Il a également pris part à la Conférence sur le devenir de la législation anti-corruption et son application en Europe, organisée par Ethical Corporation (Bruxelles, 27-28 mai) et à une conférence régionale de *Transparency International* sur la contribution du processus d'adhésion à l'UE à la

lutte contre la corruption (Ohrid, "ex-République yougoslave de Macédoine", 15 juin).

7. Enfin, le Président informe la plénière qu'un financement additionnel a été alloué à la Commission de prévention de la corruption de Slovénie, qui a emménagé dernièrement dans de nouveaux locaux et procède actuellement au recrutement de collaborateurs supplémentaires.
8. Le **Secrétaire Exécutif** rend compte des faits nouveaux ci-après, intervenus depuis la 42^e réunion plénière du GRECO (mai 2009) :
 - Mme Sophie MEUDAL-LEENDERS a été nommée au nouveau poste d'administrateur créé au sein du Secrétariat dans le budget de 2009 ; Melle Aleksandra KURNIK est recrutée jusqu'au 31 mars 2010 (date prévue du retour de Melle Tania VAN DIJK, (actuellement en congé sabbatique) ;
 - les négociations entre le Conseil de l'Europe (Direction du conseil juridique et du droit international public – Jurisconsulte) et le Belarus sur les privilèges et immunités des représentants des membres du GRECO et des membres des équipes d'évaluation en sont au stade final. L'examen du projet d'accord par le Groupe de Rapporteurs sur la coopération juridique du Comité des Ministres est prévu début septembre. Si le Groupe de Rapporteurs approuve le texte de l'accord, le Secrétaire Général sera autorisé à le signer au nom du Conseil de l'Europe et l'adhésion du Belarus au GRECO, fondée sur la ratification par ce pays des Conventions pénale et civile sur la corruption (STE 173 et 174) deviendra effective ;
 - la Pologne a retiré ses réserves concernant les articles 7 et 8 de la Convention pénale sur la corruption (STE 173) ;
 - il a pris part à la troisième Journée autrichienne contre la corruption (Altlenbach, 19-20 mai), organisée par le Bureau fédéral des affaires intérieures et à laquelle les ministres de la Justice et de l'Intérieur ont participé activement. Le Secrétariat a également donné une conférence à l'Ecole Nationale d'Administration, ENA (Paris, 16 juin) – qui a été une action de promotion importante – et assisté à une réunion du groupe de travail de l'OCDE sur la corruption dans les transactions commerciales internationales (Paris, 17 juin) ;
 - EUROJUST, qui avait fait part de son souhait d'établir une association plus étroite avec le GRECO, a dû annuler l'échange de vues prévu avec le Bureau du GRECO à sa 49^{ème} réunion ; cet échange devrait normalement se tenir lors du Bureau 50 ;
 - des exemplaires de la Convention du Conseil de l'Europe sur l'accès aux documents publics (STCE n° 205), qui est le premier instrument juridique international contraignant reconnaissant un droit général d'accès aux documents publics, sont disponibles. La Convention entrera en vigueur après sa ratification par cinq Etats. Son article 4.1 « Le demandeur d'un document public n'est pas tenu de donner les raisons pour lesquelles il souhaite avoir accès audit document » est intéressant pour les évaluations conjointes des premier et deuxième cycles, qui sont en cours. L'article 11 prévoit le suivi de la mise en œuvre de la convention par un Groupe de spécialistes, élément à garder à l'esprit lors de l'examen de la portée du quatrième cycle d'évaluation du GRECO ;
 - des copies sont également fournies d'une lettre de PDG du monde entier qui apportent leur soutien sans réserve à la Convention des Nations unies contre la corruption et appellent à agir en vue de mettre en place un mécanisme de suivi efficace de la mise en œuvre de la convention, évoqué par M. François VINCKE,

Président de la Commission anti-corruption de la Chambre de commerce internationale (ICC), au cours de l'échange de vues tenu lors de la dernière réunion plénière ;

- le Secrétaire exécutif qui a été consulté sur l'outil d'auto-évaluation en cours d'élaboration par le Secrétariat de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), a reçu l'assurance qu'il y serait inclus des renvois à la Convention pénale du Conseil de l'Europe, son Protocole additionnel et la Convention civile sur la corruption (STE n° 173, 191 et 174) ;

- s'agissant des préparatifs de la **Conférence du 10^{ème} anniversaire du GRECO**, les chefs des délégations du GRECO ont reçu une copie de toutes les lettres d'invitation envoyées à leurs autorités. Les représentants des Etats ayant le statut d'observateur auprès du Conseil de l'Europe (Canada, Saint Siège, Japon, Mexique) ainsi qu'Israël (observateur auprès de l'Assemblée parlementaire) et le Belarus (partie aux Conventions pénale et civile sur la corruption) ont aussi été invités. Le budget du GRECO ne permet de prendre en charge les frais de participation que d'une seule personne pour chaque Etat membre du GRECO et, puisque la conférence est suivie d'une réunion plénière (GRECO 44, 6-8 octobre), il a été supposé que la personne dont les dépenses seront prises en charge serait le représentant du GRECO qui participerait à la fois à la Conférence et à la plénière. La lettre de convocation – accompagnée des formulaires d'inscription à la Conférence – présentée sous sa forme habituelle, mais concernant les deux réunions, sera envoyée sous peu. Il est rappelé aux délégations qu'il convient de coordonner les désignations effectuées par leurs pays afin de veiller à ce que le nombre de participants ne dépasse pas cinq personnes par Etat membre. L'espoir est exprimé que la confirmation de la participation des ministres invités à intervenir en tant qu'orateurs sera reçue dans les meilleurs délais car un rôle officiel leur est attribué dans le programme.

IV. Premier et Deuxième Cycles d'Evaluation conjoints

9. La plénière procède à une lecture approfondie, notamment des volets analytiques du projet de Rapport des Premier et Deuxième Cycles d'Evaluation Conjoints sur l'**Italie**, avec la participation de l'équipe d'évaluation ayant effectué la visite sur place à Rome. Avant son adoption, le rapport, dont le projet a été révisé pour tenir compte des échanges intervenus lors de la première lecture, fait l'objet d'une deuxième lecture.
10. Le GRECO adopte le Rapport des Premier et Deuxième Cycles d'Evaluation Conjoints sur l'**Italie** (Greco Eval I/II Rep (2008) 2F) et invite ce pays à autoriser sa publication dans les meilleurs délais. La date limite de présentation du rapport de situation sur la mise en œuvre des recommandations figurant dans le rapport est fixée au 31 janvier 2011.

V. Troisième Cycle d'Evaluation

11. La plénière procède à une lecture approfondie, notamment des volets analytiques des projets de Rapports du Troisième Cycle d'Evaluation sur la **Lituanie** et le **Danemark**, avec la participation de l'équipe d'évaluation ayant effectué les visites sur place à Vilnius et à Copenhague. Avant leur adoption, les rapports dont les projets ont été révisés pour tenir compte des échanges intervenus lors de la première lecture, sont relus une deuxième fois.
12. Le GRECO adopte les Rapports du Troisième Cycle d'Evaluation sur la **Lituanie** (Greco Eval III Rep (2008) 10F – Thèmes I et II) et le **Danemark** (Greco Eval III Rep (2008) 9F - Thèmes I et II). Les autorités des pays concernés sont invitées à autoriser leur publication dans les meilleurs délais. La date limite de présentation

des rapports de situation sur la mise en œuvre des recommandations figurant dans les rapports est fixée au 31 janvier 2011 dans les deux cas.

VI. Deuxième Cycle d'Évaluation

13. La plénière examine les projets d'Addenda aux Rapports de Conformité du Deuxième Cycle sur la **Bulgarie, l'Allemagne, la Lituanie, Malte** et la **Suède**. Les projets ont été établis à partir des informations fournies par les autorités des pays concernés, tel que requis dans les conclusions des Rapports de Conformité du Deuxième Cycle du GRECO. Après une lecture approfondie, le GRECO adopte les Addenda aux Rapports de Conformité du Deuxième Cycle sur la Bulgarie (Greco RC-II (2007) 4F Addendum), l'Allemagne (Greco RC-II (2007) 3F Addendum), la Lituanie (Greco RC-II (2007) 5F Addendum), Malte (Greco RC-II (2007) 6F Addendum) et la Suède (Greco RC-II (2007) 1F Addendum), concluant ainsi la procédure de conformité du deuxième cycle au regard de ces cinq pays. Le GRECO note avec satisfaction l'autorisation de l'Allemagne pour la publication de l'Addendum susmentionné et invite les autorités de la Bulgarie¹, de la Lituanie, de Malte et de la Suède à donner cette autorisation dans les meilleurs délais.

VII. Echange de vues et table ronde

14. M. Jakub BORATYŃSKI, chef de l'unité 'Lutte contre la criminalité organisée' à la Direction générale Justice, Liberté et Sécurité de la Commission européenne, fournit à la plénière des informations sur le contexte des éléments relatifs à la lutte contre la corruption qui figurent dans la communication de juin 2009 de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur un espace de liberté, de sécurité et de justice au service des citoyens ou "Programme de Stockholm". La politique de lutte contre la corruption de l'Union européenne fait partie intégrante des politiques intérieure (en ce qui concerne les Etats membres actuels) et extérieure (s'agissant de l'approche de l'Union en matière de relations internationales). Il expose le contenu des initiatives publiques annonciatrices du nouveau "Programme de Stockholm" ainsi que les instruments législatifs de la Communauté européenne applicables dans ce domaine, évoquant aussi l'importance des autres instruments juridiques internationaux, parmi lesquels les Conventions pénale et civile du Conseil de l'Europe. Un sondage de l'opinion publique réalisé à l'échelle de l'Union- l'Eurobaromètre 2008 sur la corruption – montre à quel point les citoyens considèrent la corruption comme étant un problème et, bien que l'UE dispose de moyens de pression importants pour contrôler les pays avant leur adhésion, cette action leur semble devoir être intensifiée une fois les Etats devenus membres.
15. Les questions des délégations mettent l'accent sur le risque que ces initiatives fassent double emploi et empiètent sur le travail du GRECO (ainsi que sur celui de l'OCDE et des Nations unies) si l'UE devait mettre en place une "... *évaluation périodique des efforts menés par l'Union et par les Etats membres...*" en matière de politiques anti-corruption, tel qu'indiqué dans la communication de juin 2009.
16. En outre, compte tenu du fait que la Commission européenne s'est engagée à soutenir la création d'un mécanisme efficace (c'est-à-dire comportant des visites dans les pays, la participation de la société civile et la publication de rapports) pour suivre la mise en œuvre de la Convention des Nations unies contre la corruption (UNCAC), l'on pourrait supposer que de tels éléments soient envisageables pour l'évaluation périodique prévue des Etats membres, auquel cas il serait difficile de ne pas faire double emploi avec le travail du GRECO.

¹ L'Addendum au Rapport de Conformité du Deuxième Cycle sur la Bulgarie a été publié le 28 juillet 2009.

17. Il est demandé à M. BORATYŃSKI des exemples de la valeur ajoutée qu'aurait une évaluation distincte par l'UE ; celui-ci répond que la forme de l'évaluation de l'UE n'est pas encore définie et que la Commission européenne ne veut pas que les initiatives fassent double emploi, d'où le libellé de la communication selon lequel l'évaluation périodique devrait être réalisée "... sur la base de systèmes existants...". Qui plus est, l'intention n'est pas d'affaiblir les politiques dans la zone du Conseil de l'Europe. L'avis du GRECO sur ces questions sera le bienvenu. Contrairement aux évaluations du GRECO qui fournissent une analyse approfondie d'aspects spécifiques de la politique anti-corruption, il pourrait être nécessaire dans le cadre d'une procédure d'évaluation de l'UE d'envisager un examen plus fréquent (éventuellement deux fois par an) des indicateurs de corruption concernant les politiques anti-corruption. La Commission européenne pense qu'il faut donner une vocation régionale à la lutte contre la corruption parmi les Etats membres de l'UE.
18. En 2010, une nouvelle communication sur la corruption sera publiée, précisant la politique pour les années à venir et, aux fins de préparer en profondeur cette communication, il est prévu des consultations ciblées avec tous les acteurs importants. Sur ce sujet, les participants émettent l'idée de créer une sorte de "comité conjoint" qui pourrait aider à s'assurer que la Commission européenne tienne compte des travaux effectués par le GRECO.
19. Une autre série de questions concerne l'élaboration d'indicateurs fondés sur des critères communs pour mesurer les efforts en matière de lutte contre la corruption. Dans ce contexte, le texte de la communication de juin 2009 indique que ces critères communs pourraient être établis à partir de l'indice de perception de la corruption (IPC) mis au point par *Transparency International* (TI). Des délégations contestent qu'il soit fait uniquement référence à l'IPC. La perception du niveau de corruption dans un pays est, par exemple, susceptible d'être influencée par la publicité donnée à des affaires de grande envergure, voire par des campagnes de sensibilisation du public aux politiques/lois adoptées, lesquelles diminuent en réalité la fréquence de la corruption.
20. Au sujet de la réunion informelle évoquée au paragraphe 5 du présent rapport, il est demandé à M. BORATYŃSKI d'apporter des informations sur les faits nouveaux concernant l'éventuelle participation de la Communauté européenne au GRECO. Celui-ci répond qu'une association formelle avec le GRECO serait utile. Des consultations juridiques sur la question sont en cours et seront suivies de consultations politiques. Le GRECO sera informé de la position de la Commission européenne.
21. Soulignant qu'Europol et Eurojust doivent être étroitement associés au réseau de contacts contre la corruption récemment mis en place, le Président veut espérer que le Conseil de l'Europe sera invité à y coopérer d'une façon ou d'une autre.
22. Au cours des débats de la table ronde qui suit l'échange de vues, les représentants du GRECO se déclarent préoccupés des risques de doublon si le Programme de Stockholm devait se traduire *in fine* par un contrôle de l'UE sur les politiques anti-corruption en Europe. Dans ses décisions, la plénière souligne la nécessité d'une coopération plus étroite entre le GRECO et les institutions pertinentes de l'Union européenne, afin d'éviter des duplications et de promouvoir des synergies. Le Secrétariat qui est chargé d'examiner concrètement ces sujets avec les services compétents de la Commission européenne, sera attentif aux problèmes soulevés.

VIII. Budget 2010

23. Le Secrétaire Exécutif informe les participants que le projet de propositions budgétaires pour 2010 (Greco (2009) 12F) soumis à la présente réunion plénière a été préparé par le Secrétariat avec la collaboration de la Direction des finances et approuvé par le Secrétaire Général, conformément aux procédures de l'Organisation. Le projet de propositions qui repose sur les prix de 2009, fera l'objet des ajustements réglementaires prévus par les procédures budgétaires en vigueur du Conseil de l'Europe.
24. Le GRECO approuve les présentes propositions budgétaires (Greco (2009) 12F) et charge le Secrétaire Exécutif de les transmettre au Secrétaire Général pour examen par le Comité du Budget avant leur transmission au Comité Statutaire pour adoption.

VIII. Adoption des décisions

25. Les décisions de la 43^e réunion plénière sont adoptées, telles qu'elles figurent dans le document Greco (2009) 13F.

IX. Prochaines réunions

26. Le GRECO prend note que le Bureau tiendra sa 50^e réunion à Strasbourg le 22 septembre 2009. La 44^e Réunion Plénière aura lieu à Strasbourg du 6 au 8 octobre 2009, après la Conférence du 10^{ème} anniversaire du GRECO (5 octobre 2009).

ANNEXE I

LISTE DES PARTICIPANTS

ALBANIA / ALBANIE

Mrs Helena PAPA
Inspector, Department of Internal Administrative Control and Anti-Corruption, Council of Ministers

ANDORRA/ANDORRE

Apologised / Excusé

ARMENIA / ARMENIE

Mr Gevorg KOSTANYAN
Assistant, President of the Republic of Armenia

AUSTRIA / AUTRICHE

Mr Martin KREUTNER
Director Federal Bureau for Internal Affairs, BIA, Federal Ministry of the Interior

Mr Andreas ULRICH
Federal Chancellery, Constitutional Service

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Mr Kamran ALIYEV
Head of Department, Prosecutor General's Office

BELGIUM / BELGIQUE

Mlle Claire HUBERTS (Chef de délégation)
Attachée, Service des principes de droit pénal et de procédure pénale, Direction Générale des Droits et Libertés fondamentales, Service public fédéral Justice (SPF Justice)

M. Paul MULS
Premier conseiller de direction, Secrétaire de la commission de contrôle des dépenses électorales
Chambre des représentants

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Apologised / Excusée

BULGARIA / BULGARIE

Ms Irena BORISOVA
Head of Department of International Cooperation and Legal Assistance in Criminal Matters,
Directorate of International Legal Cooperation and European Affairs, Ministry of Justice

CROATIA / CROATIE

Mr Marin MRČELA (Head of delegation)
Vice-President of GRECO / Vice-Président du GRECO
Justice of the Supreme Court

CYPRUS / CHYPRE

Mrs Rena PAPAETI-HADJICOSTA
Senior Counsel of the Republic, Law Office of the Republic of Cyprus

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Ms Helena LIŠUCHOVÁ (Head of delegation)
Department of International Organisations and Co-operation, Ministry of Justice

Ms Marta LÉBLOVÁ
Public Administration Section, Ministry of the Interior

DENMARK / DANEMARK

Mr Flemming DENKER
Deputy Director, Public Prosecutor for Serious Economic Crime

Mr Anders Herping NIELSEN
Legal Adviser, Constitutional Law Division

Ms Helle SIDENIUS
Head of Section, Constitutional Law Division

Mr Asger WEBER
Head of Section, Criminal Law Division

ESTONIA / ESTONIE

Ms Mari-Liis SÖÖT (Head of delegation)
Head of Criminal Statistics and Analysis Division, Criminal Policy Department, Ministry of Justice

Ms Ülle MADISE
Director of Audit, National Audit Office of Estonia

FINLAND / FINLANDE

Mr Kaarle J. LEHMUS (Head of delegation)
Inspector General of the Police, Ministry of the Interior, Police Department

FRANCE

M Jean ALEGRE (Chef de délégation)
Chargé de mission auprès du directeur des affaires juridiques, Ministère des Affaires étrangères et européennes

GEORGIA / GEORGIE

Apologised / Excusé

GERMANY / ALLEMAGNE

Mr Matthias KORTE (Head of delegation)
Head of Division, Ministry of Justice

Ms Nora KAISER
Deputy Head of Division, Economic Crime, Computer Crime, Corruption-related Crime and Environmental Crime, Federal Ministry of Justice

GREECE / GRECE

Mr Dimitrios GIZIS
Prosecutor, Court of 1st Instance of Chania, Crete
Hellenic Ministry of Justice

HUNGARY / HONGRIE

Ms Borbala GARAI
Legal Advisor, Department of Criminal Law Legislation, Ministry of Justice and Law Enforcement

ICELAND / ISLANDE

Mr Björn THORVALDSSON
Assisting Prosecutor, Unit for Investigation and Prosecution of Economic Crime, National Commissioner of the Police

IRELAND / IRLANDE

Ms Aileen HARRINGTON
Assistant Principal Officer, Criminal Law Reform, Department of Justice, Equality and Law Reform

Mr Finbarr McAULEY
Professor of European Criminal Law, Faculty of Law, University College Dublin

ITALY / ITALIE

Mr Silvio BONFIGLI
Magistrate, Anticorruption and Transparency Service

Mr Fabrizio GANDINI
Magistrate, Magistrate attached to Office I, Directorate General of Penal Law

Mr Calogero Roberto PISCITELLO
Deputy Chief of Cabinet of the Ministry of Justice

Mr Lorenzo SALAZAR
Magistrate attached to the Ministry of Justice, Directorate general for criminal justice

Mr Giovanni Maria ARMONE
Magistrate attached to the Ministry of Justice, Legislative Office

Mr Italo BORRELLO
Bank of Italy, Financial information unit

Ms Alessandra CERVONE
Authority for market and competition

LATVIA / LETTONIE

Mr Alvis VILKS
Deputy Director, Corruption Prevention and Combating Bureau

Ms Violeta ZEPPA-PIEDĪTE
Head of Legal Division, Corruption Prevention and Combating Bureau

LITHUANIA / LITUANIE

Ms Elena KONCEVICIUTE
International Relations Officer, International Cooperation Division, Special Investigation Service

Ms Marina GUSAUSKIENE
Ministry of Justice, Criminal Justice Department

Mr Rolandas TILINDIS
Chief Prosecutor, Prosecutor General's Office

Ms Zenonas VAIGAUSKAS
Chairman, Central Electoral Commission

Ms Lina PETRONIENE
Central Electoral Commission

Ms Kristina IVANAUSKAITE
Central Electoral Commission

LUXEMBOURG

M. Jean-Paul FRISING
Procureur d'Etat adjoint, Parquet du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg

MALTA / MALTE

Mr Silvio CAMILLERI (Head of delegation)
Attorney General, Attorney General's Office

MOLDOVA

Mme Cornelia VICLEANSCHI (Chef de délégation)
Procureur, Chef de la Section Générale, Bureau du Procureur Général

MONACO

M. Frédéric COTTALORDA
Chef de Section, Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers (SICCFIN),
Département des Finances et de l'Economie

MONTENEGRO

Mr Dusan DRAKIC
Advisor, Directorate for Anti-Corruption Initiative

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Mr Bastiaan WINKEL-BOER (Head of delegation)
Policy Advisor, Ministry of Justice

NORWAY / NORVEGE

Mr Jens-Oscar NERGÅRD
Senior Adviser, Ministry of Government Administration and Reform

POLAND / POLOGNE

Mr Cezary MICHALCZUK (Head of delegation)
Ministry of Justice, National Prosecutor's Office, Bureau of International Legal Cooperation

PORTUGAL

Mme Adriana BARREIROS
Direction Générale de la Politique de la Justice, Ministère de la Justice

ROMANIA / ROUMANIE

Ms Anca CHELARU (Head of delegation)
Deputy Director, Department for Relations with the Public Ministry, Prevention of Crime and Corruption, Ministry of Justice and Citizens Freedoms

Ms Anca JURMA

Chief Prosecutor, International Cooperation Service, National Anticorruption Directorate
Prosecutors' Office attached to the High Court of Cassation and Justice

RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE

Mr Aleksandr BUKSMAN (Head of delegation)
First Deputy Prosecutor General, Prosecutor General's Office

Mr Oleg PLOKHOI

Deputy Head, Human resources and government awards department, Administration of the President

Mr Aslan YUSUFOV

Deputy Head of Directorate, Head of Section of supervision over implementation of anti-corruption legislation, Prosecutor General's Office

Mr Andrei ILYIN

Deputy Head of Section, Office of the Representative of the Russian Federation at the European Court of Human Rights, Ministry of Justice

Mr Konstantin KOSORUKOV

Deputy to the Permanent Representative of the Russian Federation to the Council of Europe

REPUBLIC OF SERBIA / REPUBLIQUE DE SERBIE

Mr Slobodan BOSKOVIC
Legal Consultant, Ministry of Justice

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Mr Vladimir TURAN

Head of Department on Fight Organised Crime, Terrorism and International Crime, Special Prosecution Office of the General Prosecution Office

SLOVENIA / SLOVENIE

Mr Drago KOS

President of GRECO / Président du GRECO

Chairman, Commission for the Prevention of Corruption

Ms Sandra A. BLAGOJEVIC

Advisor, Commission for the Prevention of Corruption

SPAIN / ESPAGNE

Mr Rafael VAILLO

Technical Counsellor, D.G. for International Cooperation , Ministry of Justice

SWEDEN / SUEDE
Apologised / Excusée

SWITZERLAND / SUISSE

M Olivier GONIN
Collaborateur scientifique, Unité du droit pénal international, Office fédéral de la justice

"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA" / "L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE"

Ms Slagjana TASEVA (Head of delegation)
Professor in Criminal Law, Dean of the Faculty of Law, "First Private University, European University - the Republic of Macedonia"

TURKEY / TURQUIE

Mr Mete DEMIRCI
Inspector, Prime Minister's Office

Mr Ahmet ULUTAS
Judge, Ministry of Justice

Mr Bilal YILDIZ
Inspector, Prime Ministry Inspection Board

UKRAINE

Mr Mykhaylo BUROMENSKIY
President of the Institute of Humanitarian Research

Mr Andriy BOHDAN
Assistant Minister, Ministry of Justice

Mr Yuriy SUKHOV
Government agent for anti-corruption policy, Cabinet of Ministers of Ukraine

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr Alastair BROWN
Advocate Depute, Crown Office

UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Mr Richard M. ROGERS (Head of delegation)
Senior Counsel to the Assistant Attorney General, Criminal Division, Department of Justice

Ms Jane LEY
Deputy Director, US Office of Government Ethics

*** **

PRESIDENT OF THE STATUTORY COMMITTEE OF GRECO / PRÉSIDENT DU COMITÉ STATUTAIRE DU GRECO

Apologised / Excusé

PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE / ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mme Isild Heurtin
Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

REPRESENTATIVE OF THE CDCJ / REPRÉSENTANT DU CDCJ

Apologised / Excusé

REPRESENTATIVE OF THE CDPC / REPRÉSENTANT DU CDPC

Mr Damir VEJO
Head of the Department for Organised Crime and Corruption, Ministry of Security of Bosnia and Herzegovina

OBSERVER OECD / OBSERVATEUR OCDE
Apologised / Excusé

OBSERVER UNITED NATIONS – UNODC / OBSERVATEUR NATIONS UNIES – ONUDC
Apologised / Excusé

GRECO EVALUATION TEAMS / EQUIPES D’EVALUATION DU GRECO

**Joint First and Second Round Evaluation on ITALY /
Evaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur l’ITALIE**

Mr Vjekoslav VUKOVIC (Bosnia and Herzegovina / Bosnie-Herzégovine) – **Apologised / Excusé**
Advisor to the Minister of Security, Council of Ministers, Ministry of Security

Mr Alastair BROWN (United Kingdom / Royaume-Uni)
Advocate Depute, Crown Office

Mr Silvio CAMILLERI (Malta / Malte)
Attorney General, Attorney General’s Office

Ms Jane LEY (United States of America / Etats-Unis d’Amérique)
Deputy Director, US Office of Government Ethics

**Third Round Evaluation report on DENMARK /
Rapport d’Evaluation du Troisième Cycle sur le DANEMARK**

Theme I – Incriminations

Mr Dražen JELENIĆ (Croatia / Croatie) – **Apologised / Excusé**
Acting County State Attorney, County State Attorney’s Office

Mr Björn THORVALDSSON (Iceland / Islande)
Assisting Prosecutor, Unit for Investigation and Prosecution of Economic Crime

Theme II – Party Funding / Financement des partis politiques

Ms Ülle MADISE (Estonia / Estonie)
Director of Audit, National Audit Office of Estonia

Mr Jens-Oscar NERGÅRD (Norway / Norvège)
Senior Adviser, Ministry of Government Administration and Reform

**Third Round Evaluation report on LITHUANIA /
Rapport d’Evaluation du Troisième Cycle sur la LITUANIE**

Theme I – Incriminations

Mr Finbarr McAULEY (Ireland / Irlande)
Professor of European Criminal Law, Faculty of Law, University College Dublin

Ms Slagjana TASEVA (“The former Yugoslav Republic of Macedonia” / “L’ex-république yougoslave de Macédoine”)
Professor in Criminal Law, Dean of the Faculty of Law, “First Private University European University - Republic of Macedonia”

Theme II – Party Funding / Financement des partis politiques

Mr Alvis VILKS (Latvia / Lettonie)
Deputy Director, Corruption Prevention and Combating Bureau

Mr Ruud KOOLE (Netherlands / Pays-Bas) - **Apologised / Excusé**
Professor in political science, Leiden University, Department of Political Science

COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr Wolfgang RAU, Executive Secretary of GRECO / *Secrétaire Exécutif du GRECO*

Assistant / Assistante

Ms Elspeth REILLY, Personal Assistant to the Executive Secretary / *Assistante Particulière du Secrétaire Exécutif*

Administrative Officers / Administrateurs

Mr Björn JANSON
M. Christophe SPECKBACHER
Ms Laura SANZ-LEVIA
Ms Sophie MEUDAL-LEENDERS
Mr Michael JANSSEN
Ms Aleksandra KURNIK, Temporary Assistant Lawyer

Central Office / Bureau Central

Ms Penelope PREBENSEN
Mme Laure HEIM
Mme Marie-Rose PREVOST

Webmasters

Ms Simona GHITA
Mme Marie-Rose PREVOST

Interpreters / Interprètes

Mme Sally BAILEY
Mme Isabelle MARCHINI
Mme Julia TANNER

ANNEXE II

ORDRE DU JOUR

1. Opening of the meeting / *Ouverture de la réunion* - **09h30**
2. Adoption of the agenda / *Adoption de l'ordre du jour*
3. Information from the President, Delegations and the Executive Secretary (including on Bureau 49) / *Informations du Président, des Délégations et du Secrétaire Exécutif (y compris sur Bureau 49)*
4. **First reading** of draft Evaluation Reports / **Première lecture** des projets de Rapport d'Evaluation:

Joint First and Second Evaluation Rounds / *Premier et Deuxième Cycles d'Evaluation conjoints*

- **Italy / Italie** (Monday / *lundi*)

Third Evaluation Round / *Troisième Cycle d'Evaluation*

- **Lithuania / Lituanie** (Tuesday / *mardi*)
- **Denmark / Danemark** (Wednesday / *mercredi*)
5. Examination and adoption of the Addenda to the Second Round Compliance Reports on **Bulgaria, Germany, Lithuania, Malta** and **Sweden** / *Examen et adoption des Addenda aux Rapports de Conformité du Deuxième Cycle sur la Bulgarie, l'Allemagne, la Lituanie, Malte et la Suède*
6. Communication by the European Commission on the Stockholm Programme – Round-table on possible implications for GRECO / *Communication par la Commission européenne sur le Programme de Stockholm – Table ronde sur les implications possibles pour le GRECO*
7. Exchange of views with Mr Jakub BORATYŃSKI, Directorate General Justice, Freedom and Security, European Commission – **Wednesday**, 1 July, 09h00 / *Echange de vues avec M. Jakub BORATYŃSKI, Direction générale Justice, liberté et sécurité, Commission européenne – mercredi, 1^{er} juillet, 09h00*
8. Budgetary Proposals of the Secretary General for 2010 / *Propositions budgétaires du Secrétaire Général pour 2010*
9. **Second reading** and adoption of the draft Joint First and Second Round Evaluation Report on Italy and of the draft Third Round Evaluation Reports on Lithuania and Denmark (**Thursday**) / **Deuxième lecture** et adoption du projet de Rapport d'Evaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur l'Italie et des projets de Rapport d'Evaluation du Troisième Cycle sur la Lituanie et le Danemark (**jeudi**)
10. Miscellaneous / *Divers*
11. Adoption of decisions / *Adoption des décisions*
12. Dates of next meetings / *Dates des prochaines réunions*